



**PRÉFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS**

Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial  
Bureau de l'utilité publique et des affaires foncières

**PRÉFECTURE DE SEINE-ET-MARNE**

Direction de la coordination des services de l'État  
Bureau des procédures environnementales

**ARRÊTÉ INTER-PRÉFECTORAL**

**n° 2020 - 0319 du 4 FEV. 2020**

**Arrêté établissant, au profit de la Société du Grand Paris, une servitude d'utilité publique en tréfonds nécessaire à la réalisation, à l'exploitation et à l'entretien des tunnels ferroviaires de la ligne 16 reliant la gare « Sevrans-Livry » à la gare « Chelles » du réseau de transport public du Grand Paris Express**

à

**Clichy-sous-Bois et Montfermeil (Seine-Saint-Denis) et Chelles (Seine-et-Marne)**

LE PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS,

LA PRÉFÈTE DE SEINE-ET-MARNE  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code des transports, et notamment les articles L.2113-1 et suivants ;

**Vu** le code de l'urbanisme ;

**Vu** la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 modifiée fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ;

**Vu** la loi n°2010-597 du 3 juin 2010 modifiée relative au Grand Paris ;

**Vu** la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;

**Vu** le décret n°55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 12 juillet 2017 portant nomination de Madame Béatrice ABOLLIVIER préfète de Seine-et-Marne ;

**Vu** le décret du 10 avril 2019 portant nomination de Monsieur Georges-François LECLERC préfet de la Seine-Saint-Denis ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°19/BC/113 du 8 juillet 2019 donnant délégation de signature à monsieur Cyrille LE VÉLY, secrétaire général de la préfecture de Seine et Marne et organisant sa suppléance ;

**Vu** le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 modifié relatif à la Société du Grand Paris ;

**Vu** le décret n° 2011-1011 du 24 août 2011 portant approbation du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris ;

**Vu** le décret n°2015-1572 du 2 décembre 2015 relatif à l'établissement d'une servitude d'utilité publique en tréfonds ;

**Vu** le décret n° 2015-1791 du 28 décembre 2015 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation des tronçons de métro automatique du réseau de transport public du Grand Paris reliant, d'une part, les gares de Noisy-Champs (gare non incluse) et Saint-Denis Pleyel (tronçon inclus dans la ligne dite « rouge » et correspondant à la ligne 16 et au tronçon commun des lignes 16 et 17), et reliant, d'autre part, les gares de Mairie de Saint-Ouen (gare non incluse) et Saint-Denis Pleyel (tronçon inclus dans la ligne dite « bleue » et correspondant au prolongement nord de la ligne 14), dans les départements de Seine-et-Marne et de la Seine-Saint-Denis et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes d'Aubervilliers, Aulnay-sous-Bois, Champs-sur-Marne, Chelles, Clichy-sous-Bois, Gournay-sur-Marne, La Courneuve, Le Blanc-Mesnil, Le Bourget, Livry-Gargan, Montfermeil, Saint-Denis, Saint-Ouen et Sevran ;

**Vu** le décret n° 2016-814 du 17 juin 2016 relatif au regroupement du contentieux de l'expropriation pour cause d'utilité publique lié à la réalisation du réseau de transport du Grand Paris ;

**Vu** l'arrêté n°2018-2297 du 19 septembre 2018 portant ouverture d'une enquête parcellaire du 19 novembre 2018 au 13 décembre 2018 inclus ;

**Vu** le dossier soumis à l'enquête parcellaire, comprenant, outre les documents mentionnés à l'article R. 131-3 du code de l'expropriation, les plans permettant de déterminer l'emplacement et le volume des tréfonds susceptibles d'être grevés ainsi qu'une notice explicative exposant les motifs rendant nécessaire l'établissement de la servitude ;

**Vu** les notifications individuelles du dépôt du dossier d'enquête parcellaire en mairie, adressées aux propriétaires des immeubles, des terrains ou du sous-sol et aux titulaires de droits réels concernés, et auxquelles était jointe une copie de la notice explicative ;

**Vu** le rapport de la commission d'enquête et son avis favorable sans réserve en date du 31 janvier 2019 ;

**Vu** les courriers de saisine du 3 avril 2019 par lesquels le président du directoire de la Société du Grand Paris sollicite auprès des préfets de la Seine-Saint-Denis et de Seine-et-Marne un arrêté établissant une servitude d'utilité publique en tréfonds sur les communes de Clichy-sous-Bois, Montfermeil et Chelles ;

**Considérant** la nécessité d'instituer une servitude d'utilité publique en tréfonds en vue de la réalisation, de l'exploitation et de l'entretien de l'infrastructure souterraine de transport de la ligne 16 du Grand Paris Express ;

**Considérant** que la servitude concerne en l'espèce les portions d'ouvrage dits N06, N05 et N03 situées plus de quinze mètres au-dessous du point le plus bas du terrain naturel, sur les communes

de Clichy-sous-Bois et Montfermeil dans le département de la Seine-Saint-Denis et Chelles dans le département de Seine-et-Marne, et correspondant aux tunnels de la ligne 16 reliant la gare « Sevrans-Livry » à la gare « Chelles » ;

**Considérant** que les propriétaires des immeubles, des terrains ou du sous-sol et les titulaires de droits réels concernés ont été d'une part, informés des motifs rendant nécessaire l'établissement de la servitude en tréfonds et, d'autre part, mis en mesure de présenter leurs observations, dans le cadre de l'enquête parcellaire susmentionnée ;

**Sur** proposition des secrétaires généraux des préfetures de la Seine-Saint-Denis et de Seine-et-Marne :

## ARRÊTENT

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est institué, au profit de la Société du Grand Paris, une servitude d'utilité publique en tréfonds, au sens de l'article L.2113-1 du code des transports, portant sur le tunnel ferroviaire de la ligne 16 reliant la gare « Sevrans-Livry » à la gare « Chelles » du métro souterrain du réseau de transport public du Grand Paris Express.

Cette servitude concerne des portions des ouvrages dits N06, N05 et N03 correspondant au tunnel, situées plus de quinze mètres au-dessous du point le plus bas du terrain naturel.

Les états et plans parcellaires et les états descriptifs de division en volume annexés au présent arrêté désignent les propriétés grevées par la servitude, déterminent l'emplacement et le volume des tréfonds, et précisent l'identité des propriétaires et titulaires de droits réels concernés.

La servitude confère à son bénéficiaire le droit d'occuper le volume en sous-sol nécessaire à la réalisation, à l'exploitation et à l'entretien de l'infrastructure souterraine de transport.

Elle oblige les propriétaires et titulaires de droits réels concernés à s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation de l'ouvrage.

**Article 2** : Le présent arrêté est notifié par le préfet de la Seine-Saint-Denis, en qualité de préfet coordonnateur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à la Société du Grand Paris.

**Article 3** : La Société du Grand Paris notifie le présent arrêté à chaque propriétaire et le cas échéant à chaque titulaire de droits réels concerné, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. L'extrait d'état parcellaire est joint à cette notification.

Au cas où la résidence d'un propriétaire ou d'un titulaire de droits réels est inconnue, la notification du présent arrêté est faite en double copie au maire de la commune sur le territoire de laquelle se trouve la propriété, qui en fait afficher une pendant une durée de deux mois.

Lorsque la servitude porte sur des parties communes d'un immeuble bâti, d'un groupe d'immeubles bâtis ou d'un ensemble immobilier soumis à la loi du 10 juillet 1965 susvisée, elle est valablement établie à l'encontre du syndicat représentant les copropriétaires et titulaires de droits réels immobiliers.

**Article 4** : La servitude prend effet à l'égard des propriétaires et, le cas échéant, des titulaires de droits réels et syndicats de copropriétaires concernés dès que l'arrêté leur est notifié.

**Article 5 :** La servitude d'utilité publique en tréfonds instituée par le présent arrêté est annexée au plan local d'urbanisme (PLU) des communes de Clichy-sous-Bois et Montfermeil dans le département de la Seine-Saint-Denis et Chelles dans le département de Seine-et-Marne.

Dans les conditions prévues par le code de l'urbanisme, les autorités compétentes en matière de droit des sols assurent l'opposabilité de la servitude lorsque les travaux envisagés par un pétitionnaire seraient de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation de l'ouvrage.

Conformément à l'article L.152-7 du code de l'urbanisme, si la servitude d'utilité publique instituée par le présent arrêté n'est pas annexée au PLU dans un délai d'un an à compter de son institution, elle ne peut être opposée, à l'expiration de ce délai, aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

En application des articles L. 153-60 et R. 153-18 du code de l'urbanisme, la servitude est notifiée par le préfet de la Seine-Saint-Denis au président de l'établissement public territorial (EPT) Grand Paris Grand Est ainsi qu'au maire de la commune de Chelles, afin qu'il soit procédé sans délai à son annexion aux PLU des communes concernées. Le président de l'EPT Grand Paris Grand Est et le maire de la commune de Chelles constatent par un arrêté qu'il a été procédé à la mise à jour du PLU. A défaut, le président de l'EPT Grand Paris Grand Est et le maire de la commune de Chelles sont mis en demeure par le préfet territorialement compétent d'annexer la servitude au PLU et, si cette formalité n'a pas été effectuée dans le délai de trois mois à compter de la mise en demeure, le préfet y procède d'office par arrêté. L'arrêté du président de l'EPT et celui du maire de la commune de Chelles constatant la mise à jour du PLU, ou l'arrêté préfectoral mentionné précédemment, sont affichés pendant un mois au siège de l'EPT et dans les mairies concernées.

La Société du Grand Paris transmet aux services de l'État et des collectivités concernés, sous format numérique, les éléments correspondant à la servitude instituée par le présent arrêté en vue de la mise à jour du PLU ou de l'alimentation du portail national de l'urbanisme.

**Article 6 :** Les propriétaires et, le cas échéant, les titulaires de droits réels concernés bénéficient d'un délai de six mois, à compter de la notification du présent arrêté effectuée conformément à son article 3, pour demander à la Société du Grand Paris, bénéficiaire de la servitude d'utilité publique, l'indemnité compensatrice prévue par l'article L.2113-3 du code des transports.

A défaut d'accord amiable dans un délai de quatre mois à compter de la réception de cette demande, il est fait application des dispositions du troisième alinéa de l'article R. 311-9 et des articles R. 311-10 à R. 323-14 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, en vue de la fixation de l'indemnité compensatrice par le juge de l'expropriation près le tribunal de grande instance de Paris, compétent en vertu du décret n° 2016-814 du 17 juin 2016 susvisé.

Le bénéficiaire de la servitude d'utilité publique en tréfonds supporte seul la charge et le coût de la notification de l'ordonnance de transport sur les lieux, de la copie des mémoires des parties et de la copie des documents qui lui ont été transmis.

**Article 7 :** Le présent arrêté est publié au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine-et-Marne.

**Article 8 :** Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Montreuil ou de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**Article 9 :** Les secrétaires généraux des préfectures des départements de la Seine-Saint-Denis et de Seine-et-Marne, les maires des communes concernées, le président de l'établissement public

territorial Grand Paris Grand Est et le président du directoire de la Société du Grand Paris, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est adressée, au sous-préfet du Raincy, au sous-préfet de Torcy, aux membres de la commission d'enquête, aux présidents des tribunaux administratifs de Montreuil et de Melun, au directeur de l'unité départementale de la Seine-Saint-Denis de la direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement, au directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne - services territoires, aménagements et connaissances (STAC) ainsi qu'au directeur de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie.

Le préfet de la Seine-Saint-Denis



Georges-François LECLERC

La préfète de Seine-et-Marne



La Préfète  
Pour la Préfète et par délégation  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Cyrille LE VÉLY